

6 juin 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur les relations franco-grecques et sur les questions euro-méditerranéennes, à Athènes le 6 juin 2008.

Monsieur le Président de la République,
Monsieur le Premier ministre, Cher Costas,
Monsieur le Président du Parlement hellénique,
Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires et, si vous le permettez, chers amis,
C'est avec une très grande émotion que je me trouve aujourd'hui devant vous, dans l'enceinte du parlement hellénique. C'est un lieu qui, pour tous les Français, symbolise la liberté, la démocratie et la grandeur retrouvée de la Grèce. Quelles que soient vos opinions politiques, je voudrais vous dire que je mesure l'honneur qui m'est fait et surtout l'honneur qui est fait à la France en me donnant le privilège de m'adresser à vous.

Vous savez, Mesdames et Messieurs, lorsque mon grand-père que j'adorais a quitté Salonique qu'il l'adorait, il était bien jeune. Et il n'imaginait certainement pas que son petit-fils reviendrait en Grèce quelques décennies plus tard. Je pense à lui et je pense à tous ceux qui ont trouvé une identité sur cette terre, là vôtre.

A vingt-six siècles de distance et à quelques mètres d'ici, devant l'assemblée instituée par les lois de Solon, devant cette assemblée du peuple guidée par la « Vouli » dont vous portez encore le nom, Thémistocle, Périclès, Démosthène ont prononcé leurs discours les plus fameux. Et, pour moi qui ai choisi de consacrer ma vie à la politique, me retrouver ici, à vingt-six siècles de différence, mais à quelques mètres, c'est de me retrouver dans l'endroit où pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, a été pensée, a été expérimentée la démocratie. Vous en êtes les héritiers en ligne directe.

Ici, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, des hommes ont célébré l'art de vivre ensemble. Des hommes ont forgé le sens du mot politique, ici, il y a vingt six siècles. Ici, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, est apparue la démocratie que nous connaissons.

C'est l'humanité tout entière qui doit en être reconnaissante à la civilisation grecque.

C'est ici, en Grèce, et en particulier dans cette cité d'Athènes, qu'en ce cinquième siècle avant notre ère, furent inventées la philosophie, l'architecture, la sculpture qui furent portées à des degrés de perfection inégalée, et que le théâtre et l'éloquence connurent leurs premiers sommets. Ce n'est pas rien, chers amis grecs, que d'avoir le privilège d'être les héritiers de ces hommes-là qui ont su tout inventer, il y a vingt six siècles.

Et ce qui a fait la gloire de la Grèce classique, aucune autre nation dans le monde que la France ne peut comprendre cette gloire et l'importance de la Grèce dans la culture démocratique d'aujourd'hui. La pensée grecque a inspiré les idéaux français de la Renaissance, des Lumières et de la Révolution française.

Et le mouvement philhellène français a accompagné, en retour, l'émancipation héroïque de la Grèce moderne, de Delacroix à Victor Hugo sans oublier les héros anonymes de Navarin. La France, encore aujourd'hui, est fière d'avoir toujours été l'amie de la Grèce moderne dans ces combats prestigieux et héroïques.

.....

Ce mouvement est toujours présent dans le sentiment profond d'amitié qui anime la France à l'endroit de la Grèce. Ce mouvement était là quand le général De Gaulle s'est exprimé ici-même, il y a quarante-cinq ans. Mais ce mouvement d'amitié, il était là quand toute la France a soutenu l'adhésion de la Grèce à l'Europe. Et ce mouvement, cher Costas, il était encore là lors du dernier sommet de l'Alliance Atlantique à Bucarest, lorsque la France a apporté à la Grèce son fraternel et inconditionnel soutien.

Ce lien particulier entre la France et la Grèce, depuis 1974, depuis le retour d'exil de Constantin Caramanlis après les années sombres, un slogan l'incarne Monsieur le Président : « Grèce, France, Alliance ». Ce que je suis venu vous dire aujourd'hui, c'est que cette alliance est plus que jamais une réalité. Car d'instinct, nous les Français et vous les Grecs savons que nous pouvons compter l'un sur l'autre. La France peut compter sur la Grèce, la Grèce peut compter sur la France. Face à tous les défis, je suis venu vous proposer un nouveau pacte entre nous : « Grèce, France, nouvelle alliance ». Cette « nouvelle alliance » nous devons la mettre au service de la construction de l'Europe de demain.

L'Europe, c'est sans doute ce que nos nations ont accompli de plus remarquable au cours des cinquante dernières années.

L'Europe nous a permis la paix, l'Europe nous a permis une prospérité, et l'Europe nous a protégés contre les tentations nationalistes et, dans cette région d'Europe, on sait ce que signifient les tentations nationalistes. Ici, en Grèce, on le sait mieux qu'ailleurs.

L'Europe, elle a d'abord eu pour but essentiel de rendre la guerre impossible, impensable entre ses membres. Mais avec l'adhésion de la Grèce, il s'agissait non plus seulement de garantir la paix mais également d'ancrer la liberté pour tous les peuples. Vous-même qui avez connu les années sombres et qui en êtes sortis seuls, vous avez montré le chemin à d'autres pays, l'Espagne, le Portugal. Mais le grand élargissement à l'Est a poursuivi cette oeuvre d'unification d'une Europe libre. Et, dans toute cette phase historique, la Grèce et la France ont partagé les mêmes valeurs et les mêmes engagements.

Vous aurez bientôt à vous prononcer sur le traité de Lisbonne. Ce traité n'est pas parfait. Mais il met fin à dix années de débats institutionnels. La ratification grecque sera une étape importante pour que nous puissions, ensemble, relever les défis d'aujourd'hui. Cela n'a pas été facile y compris dans mon pays. Mon pays a voté non au référendum à 55% et, pourtant, mon pays est membre fondateur de l'Union européenne. Il a fallu prendre ses responsabilités, faire des choix et engager la France à nouveau dans la construction européenne. Et, avant que ne débute la Présidence française, j'ai souhaité m'en entretenir avec les dirigeants grecs pour les associer à cette présidence. Car j'ai parfaitement conscience que le Traité simplifié ne résout pas la crise entre l'Europe et les Européens. Il est un moyen, il est une condition, mais il n'est pas la résolution de la crise. La résolution de la crise, c'est quand nous aurons démontré aux Grecs comme aux Français, que l'Europe est là pour les protéger et non pas pour les inquiéter. C'est la raison pour laquelle l'immigration sera l'une des priorités de la Présidence française. La France et la Grèce ne veulent pas d'une Europe fermée. Nous ne voulons pas d'une Europe repliée sur elle-même. Mais nous ne voulons pas non plus d'une Europe qui assiste impuissante à la montée d'une vague d'immigration non maîtrisée. Je sais que votre pays doit faire face à une pression migratoire très forte. Mais vos problèmes en la matière sont les nôtres. Nul pays ne doit être abandonné seul à une pression migratoire qu'il ne pourra pas contrôler et maîtriser seul. Les problèmes de la Grèce sont les problèmes de l'Europe, en l'occurrence.

Quelles que soient vos convictions, nous ne pouvons pas, à la fois, faire un espace commun de libre circulation des femmes et des hommes et avoir 27 politiques nationales sur ce sujet alors que notre frontière est commune. Voilà pourquoi la Présidence française proposera un pacte européen sur l'asile et sur l'immigration.

Il en va aussi d'une compétence profondément européenne que d'avancer dans le domaine de la défense et de la sécurité. Les Grecs et les Français fournissent les efforts de défense parmi les plus importants d'Europe. Nous disons à nos partenaires que l'Union européenne est l'une des régions les plus riches du monde. On ne peut pas être riche, vouloir être puissant, espérer

compter politiquement et ne pas être capable d'assurer soi-même sa défense.

Qu'advient-il de la puissance économique de l'Europe ? Qu'advient-il de la puissance politique de l'Europe si l'Europe n'est pas capable, par elle-même, d'assurer sa défense ? Je voudrais d'ailleurs dire que, dans mon esprit, il ne s'agit pas de faire concurrence à l'OTAN. Je veux l'affirmer ici, à Athènes : l'Europe de la défense et l'Alliance Atlantique sont complémentaires. Nous avons besoin des deux, l'OTAN et l'Europe de la Défense. Opposer l'une à l'autre n'a proprement aucun sens.

J'ajoute que la Grèce est placée à la charnière de plusieurs mondes. C'est un grand atout pour vous, mais ce n'est pas qu'un atout. Et mieux que quiconque, vous savez que notre paix, notre stabilité dépendent directement de ce qui se passe à vos portes.

C'est vrai du Proche-Orient où, soixante ans après la création de l'Etat d'Israël, nous devons tout faire pour que progresse un règlement de paix permettant la coexistence pacifique d'un État israélien et d'un Etat palestinien dans des frontières sûres et reconnues. A quoi sert-il d'attendre pour que l'évidence finisse par triompher ? La meilleure garantie de la sécurité d'Israël, c'est l'existence d'un Etat palestinien aux frontières délimitées, modernes et démocratiques. C'est l'affaire du Liban. Le Liban martyrisé qui doit survivre comme pays indépendant, parce qu'il est un exemple de diversité dans un Proche-Orient qui en a bien besoin. Et je serai demain à Beyrouth, pour dire que l'Europe et que la France seront aux côtés du peuple libanais, de tout le peuple libanais sans exception.

C'est vrai pour la mer Méditerranée. Nos deux nations sont filles de la Méditerranée. Qui, davantage que la Grèce, a noué avec cette mer civilisatrice une alliance étroite et intime ? Tout vous attache à la Méditerranée.

J'ai la conviction que ce qui se joue autour de la Méditerranée est vital pour notre avenir. En tournant le dos à la Méditerranée, l'Europe a cru tourner le dos à son passé, elle tournait le dos à son avenir. C'est là où, Grecs et Français, nous pouvons préparer l'avenir. Et c'est là où nous avons besoin de la Grèce dans le cadre du projet d'Union pour la Méditerranée. Nous pouvons faire ensemble de la Méditerranée la mer la plus propre au monde. Nous pouvons encore développer nos moyens de sécurité civile. Lorsque vous avez été ravagé par les feux de forêts, l'an passé et les autres années, c'est toute l'Europe qui doit se mobiliser pour vous aider. Et lorsque cela arrive au Portugal, c'est toute l'Europe qui doit se mobiliser pour aider les Portugais. Et lorsque cela arrive en France, nous avons, nous aussi besoin de la mobilisation de toutes les forces de sécurité civiles européennes. Pourquoi ne pas imaginer une force européenne de sécurité civile ? A quoi nous sert-il d'acheter pour nous seuls des avions qui ne servent que trois mois dans l'année alors, qu'avec l'Europe, nous pourrions être plus forts, plus efficaces et plus rapides. Voilà ce que peut apporter l'Europe aux Grecs et aux Français.

Alors, je mesure tous les problèmes de la Méditerranée. Et, dans la Méditerranée, il y a Chypre. Il est temps que tombe, enfin, le mur de Nicosie ! C'est le vœu que je forme ici. Tout le monde s'est réjoui de la chute du mur de Berlin. On ne peut pas se réjouir du mur de Nicosie. Trente ans, cela suffit. Soyez assurés que la France mettra tout son poids, notamment au Conseil de sécurité des Nations Unies, pour faire aboutir toutes les initiatives qui iront dans ce sens.

Aujourd'hui, les consultations reprennent, l'espoir renaît. Je salue les engagements pris par les dirigeants chypriotes et j'appelle à ce que chacun fasse preuve de courage au service d'une Chypre durablement et équitablement réunifiée. Chypre est membre de l'Union européenne, est membre de la famille.

Je sais que la relation de l'Europe avec la Turquie fait également partie des questions que nous devons aborder avec responsabilité. Je voudrais dire ici que j'ai toujours considéré la Turquie comme un grand pays, un grand peuple, avec lequel la France entretient des relations historiques et je souhaite que nous conservions des liens étroits et même amicaux. La question de son intégration dans l'Union européenne est posée. Pas depuis hier, depuis les milieux des années soixante. Et ce n'est quand même pas de ma faute, si la réponse n'a pas été apportée. C'est donc que cela ne doit pas être si simple que cela. Ma position sur cette question est claire et bien connue et elle n'a pas changé : je suis convaincu qu'une association, aussi étroite que possible, est

la meilleure réponse, pour l'Europe comme pour la Turquie. Je sais que d'autres envisagent une réponse différente et je la respecte. Et je sais aussi que, vu de Grèce, le sujet est sensible, complexe, que sans doute même, au sein de chacun d'entre vous, il peut y avoir, compte tenu de ce que sont l'histoire et la géographie, des sentiments mitigés. Je sais également qu'il y a ce que l'on dit et qu'il y a parfois ce que l'on pense. Que parfois ce que l'on dit n'est pas forcément ce que l'on pense. Qu'il y a aussi la raison et qu'il y a le cœur. Que la raison fait dire des choses et que le cœur en fait sentir d'autres. Et, sans doute, si j'étais grec, et pas simplement par mon grand-père maternel, je serais, moi aussi, partagé de sentiments divers et multiples. Mais, en tout état de cause, je veux affirmer ici, devant le parlement hellénique que pendant son semestre de présidence, la France se comportera comme un porte-parole loyal et impartial des 27 Etats membres. C'est cela le rôle d'une Présidence et je suis décidé à m'y conformer strictement. Et puis, il y a les Balkans. La stabilisation de cette région est un objectif essentiel. La Grèce joue un rôle capital dans les Balkans.

Votre pays y est une puissance majeure. La France, comme la Grèce, est convaincue que les Balkans ont besoin d'une perspective européenne. Il est essentiel que cette promesse d'Europe s'exprime dans une double dynamique : d'un côté une ouverture et un soutien déterminés de l'Union à l'autre, une volonté de réforme dans les Balkans. Nous avons intérêt à la stabilité des Balkans. Et nous avons intérêt à dire à tous les pays des Balkans qu'ils ont vocation à intégrer l'Union, s'ils deviennent des démocraties et s'ils progressent vers l'état de droit.

Ceci est vrai aussi pour l'ancienne république yougoslave de Macédoine. La France, comme la Grèce, souhaite que ce pays puisse rejoindre l'OTAN et l'Union européenne le moment venu. C'est son intérêt comme le nôtre. Mais je veux le dire, la question du nom doit être réglée avant toute adhésion. La France est solidaire de la Grèce et la France le restera ! J'ai dit au Premier ministre que la position de la Grèce était légitime, qu'elle était responsable, parce qu'elle était ouverte au dialogue. Si, dans les mois qui viennent, le gouvernement de Skopje et la Grèce trouvent, sous les auspices des Nations Unies, un compromis sur le nom, la France le soutiendra. Mais sachez que la France a choisi la Grèce. Et que cette position ne changera pas.

De la même façon, il me semble raisonnable de dire à la Serbie, après les difficultés que ce pays a rencontrées sur les trente dernières années, que la perspective d'une adhésion de la Serbie à l'Europe est une perspective non seulement raisonnable, mais souhaitable.

La Présidence française agira avec détermination pour que soit offerte à la Serbie la perspective européenne qu'elle mérite. Ne laissons pas les Serbes en dehors de l'Europe. Ils font partie de la famille. Ce serait une erreur de les condamner à être en dehors de la famille.

Mesdames, Messieurs, pour terminer, je voudrais dire que la Grèce et la France, ce ne sont pas seulement des lieux sublimes qui fascinent tant de Français, d'Athènes au Mont Athos, de Corfou à Delphes. Ce ne sont pas seulement les mythes fondateurs de la civilisation européenne, d'Icare à Prométhée. Ce ne sont pas seulement ces combats pour la liberté que nous avons menés ensemble durant deux.

La France est une alliée pour la Grèce fraternelle et, je le dis ici, indéfectible.

La « nouvelle alliance franco-grecque » doit développer cette relation exceptionnelle. Une relation fondée sur une proximité culturelle sans égale. Une relation fondée sur l'intimité même de nos deux peuples : en France, nombre de familles ont des origines grecques, et pas seulement de Thessalonique ! Même si, quand même, Thessalonique, c'est spécial !

Le monde se transforme. De nouveaux géants émergent. Face aux bouleversements, nous avons besoin donc de travailler ensemble. Nos deux nations sont fondatrices de la culture européenne, elles ont donc un rôle à jouer pour imposer ou proposer au monde le modèle de civilisation européenne.

Malraux avait dit chez nous : « La Grèce, comme la France, n'est jamais plus grande que lorsqu'elle l'est pour tous les hommes ». Et il poursuivait : « Vieilles nations de l'esprit, il ne s'agit pas pour nous de nous réfugier dans notre passé, mais d'inventer l'avenir ». C'est bien le problème de la Grèce comme de la France, fiers que nous sommes de notre passé. Nous avons parfois, dans nos deux pays, trop tendance à le revisiter avec nostalgie. Ce n'est pas parce que notre histoire est multi-séculaire, que l'avenir nous est promis. Nous aurons la Grèce et la

notre mission est notre destin, que l'avenir nous est promis. Nous serons, la Grèce et la France, l'avenir que nous méritons par notre travail, par nos efforts, par notre intelligence, par notre talent.

Amis grecs, ensemble nous serons plus forts.

Je voudrais que vous compreniez que, pour moi, prononcer dans ce parlement qui représente tant de chose pour les Français, les mots :

vive la Grèce,

vive la France,

vive la nouvelle alliance franco-grecque, cela restera un grand moment de ma vie politique.